

Membres en exercice : 80

Présents : 54

Pouvoirs : 17

CT2017/12/19-18

CONSEIL DE TERRITOIRE
SÉANCE DU 19 DECEMBRE 2017 À 20H

Délibération CT2017/12/19-18 – Extension du droit de préemption urbain au territoire de la commune de Vaujours

Rapporteur : Claude CAPILLON, 1^{er} Vice-président

DATE DE CONVOCATION : Mercredi 13 décembre 2017

PRÉSIDENCE de Michel TEULET, Président de l'Etablissement Public Territorial Grand Paris-Grand Est

LIEU DE RÉUNION : salle du Conseil de Noisy-le-Grand, Place de la Libération à Noisy-le-Grand (93160).

PRÉSENTS : Mmes, MM. AMERICO Michel, AMORE Félicité, ARCHIMEDE Pierre, AUBRY Bénédicte, AWAD-SHEHATA Stéphanie, BAILLY Dominique, BARBIERI Michel, BARRAUD Amélie, BARTH Franck, BENTAHAR Abdelkader, BODIN Roger, BOUCHER Martine, BOUDJEMAI Kaïssa, BOYER Jean-Pierre, CALMEJANE Hélène, CALMEJANE Patrice, CAPILLON Claude, CARBONNELLE Serge, CHOULET Michèle, COPPI Katia, CRANOLY Rolin, DELORMEAU Christine, DEMUYNCK Christian, DESHOQUES Monique, DUFFRENE Sylvie, FICCA Grégory, GAUTHIER Christine, GENESTIER Jean-Michel, GUILBERT Georges, HAGEGE Dominique, HARDEL Patrice, HUART Marie-Claude, ISCACHE Martine, KLEIN Olivier, LE MASSON Gilbert, LE TALLEC Bernard, LEMOINE Xavier, MALJEAN Jean-Pierre, MARSIGNY Brigitte, MARTINACHE François, MARTINS Marylise, MAUPOUSSIN Stéphanie, MIERSMAN Michel, MILOTI Donni, PIETRASZEWSKI Jean-Jacques, RATEAU Chantal, REYGNAUD Marie-Françoise, RICHARD Stéphanie, ROY Patrice, SCHLEGEL Eric, SCHUMACHER Alain, TEULET Michel, VAVASSORI Patricia, VIEUX-COMBE Evelyne.

ABSENTS/POUVOIRS : Mmes, MM. ALLEMON Eric, AMOZIGH Joëlle (pouvoir à AMORE Félicité), BORDES Roselyne, BOURICHA Fayçale (pouvoir à DELORMEAU Christine), BOUVARD Jacques (pouvoir à BOYER Jean-Pierre), CALVEAU Michèle, DALLIER Philippe, EPINARD Serge (pouvoir à MIERSMAN Michel), FAUBERT Jacques (pouvoir à LE TALLEC Bernard), FAUCONNET Jean-Paul, GRANDIN Gaëtan (pouvoir à ROY Patrice), HELENON Joëlle (pouvoir à MARSIGNY Brigitte), ITZKOVITCH Ivan, JARDIN Anne (pouvoir à MAUPOUSSIN Stéphanie), LELLOUCHE Nicole (pouvoir à BOUDJEMAI Kaïssa), MAGE Pierre-Etienne (pouvoir à PIETRASZEWSKI Jean-Jacques), MAHEAS Jacques (pouvoir à MALJEAN Jean-Pierre), MANTEL Aurélie, MARTIN Pierre-Yves (pouvoir à FICCA Grégory), PELLISSIER André (pouvoir à MARTINACHE François), PRUDHOMME Gérard, SARDA Patrick (pouvoir à COPPI Katia), TAYEBI Samira (pouvoir à KLEIN Olivier), TESTA Michel (pouvoir à MARTINS Marylise), THIBAUT Magalie, TORO Ludovic (pouvoir à TEULET Michel)

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Hélène CALMEJANE

- UD
- UG
- UI

CT2017/12/19-18

DIT que la présente délibération deviendra exécutoire après les mesures de publicité suivantes :

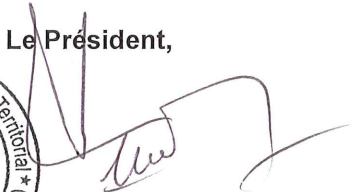
- Affichage au siège de l'Etablissement public territorial et en mairie de Vaujours pendant 1 mois.
- Mention dans deux journaux diffusés dans le Département.


DIT que copie de la présente délibération, accompagnée d'un plan précisant le champ d'application du droit de préemption urbain, sera adressée :

- au directeur régional des finances publiques,
- à la chambre départementale des notaires,
- au barreau constitué auprès du Tribunal de Grande Instance de Bobigny,
- au greffe du Tribunal de Grande Instance de Bobigny.

Ainsi fait et délibéré en séance, le 19/12/2017.

Le Président,



 **Michel TEULET**

Le Directeur général des services,
par délégation du Président,
certifie le caractère exécutoire du présent acte le :

- Transmis en Préfecture le : 27 DEC. 2017
- Affiché à l'EPT le : 27 DEC. 2017
- Publié le :

Le Directeur général des services,
Guillaume Clédière

LE CONSEIL DE TERRITOIRE,

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, et notamment son article 59,

VU la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'Egalité et à la Citoyenneté, et en particulier son article 102,

VU la loi n°2014-336 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment son article L.211-2, dans sa rédaction issue de la loi précitée du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté qui prévoit que « *la compétence d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre d'un établissement public territorial créé en application de l'article L. 5219-2 du code général des collectivités territoriales, ainsi que celle de la métropole de Lyon en matière de plan local d'urbanisme, emporte leur compétence de plein droit en matière de droit de préemption urbain* »,

VU la délibération CT2017/02/28-09 du Conseil de territoire en date du 28 février 2017 rappelant que le droit de préemption urbain est applicable sur l'ensemble des secteurs où il était institué sur chacune des communes membres à la date du transfert du droit de préemption urbain à l'Etablissement Public Territorial,

VU la délibération CT2017/12/19-17 du Conseil de territoire approuvant le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Vaujours,

CONSIDÉRANT que le droit de préemption urbain institué sur la commune de Vaujours est devenu inopérant le 27 mars 2017, le plan d'occupation des sols de la commune étant caduc à cette date,

CONSIDERANT que l'Etablissement public territorial est, depuis l'entrée en vigueur, le 29 janvier 2017, de la loi relative à l'Egalité et à la Citoyenneté, compétent de plein droit en matière de droit de préemption urbain,

CONSIDERANT l'intérêt pour l'Etablissement public territorial ou pour ses délégataires de pouvoir acquérir par voie de préemption, sur le territoire de la commune de Vaujours, les terrains en vue de la réalisation dans l'intérêt général, des actions ou opérations répondant aux objets définis à l'article L300-1, à l'exception de ceux visant à sauvegarder ou à mettre en valeur les espaces naturels, ou pour constituer des réserves foncières en vue de permettre la réalisation desdites actions ou opérations d'aménagement,

CONSIDERANT l'intérêt pour l'Etablissement public territorial ou pour ses délégataires d'étendre le droit de préemption en vigueur sur le territoire de l'EPT aux zones urbaines et à urbaniser du territoire de la commune de Vaujours, telles qu'identifiées au plan annexé à la présente délibération,

Après en avoir délibéré,

- **71 votants**
- **1 abstention**
- **70 pour**

DECIDE d'approuver l'extension de l'application du droit de préemption urbain sur les zones urbaines et à urbaniser du Plan Local d'urbanisme de la commune de Vaujours approuvé le 19 décembre 2017, telles qu'identifiées au plan annexé à la présente délibération :

- UA

